

# Ça va pas dans la SAVA !

Tribune – Edito – Ndimby A. – 15/03/10

Il y a quelques mois, dans le [Dictionnaire tragi-comique de la transition](#), j'avais défini le bois de rose comme étant un « Bretton woods de secours ». En effet, l'aide internationale étant gelée depuis un an, les revenus officiels du bois précieux représentent une rentrée d'argent appréciable dans les caisses de l'Etat : selon nos confrères de Les Nouvelles, un container rapporte 72 millions d'Ariary de redevances, et 493 containers sont autorisés. Le pactole représente donc près de 35 milliards d'Ariary. On ne parle même pas des revenus officieux dans la chaîne de décision, pour ceux qui peuvent, par une signature, ouvrir les vannes ou fermer les yeux. Les indiscretions rapportaient il y a quelques temps qu'un bidasse, beaucoup plus célèbre pour ses gros mots et sa *kalachnikov* que pour une éventuelle expertise dans le domaine, a essayé d'insister pour se faire nommer comme Ministre de l'Environnement : envie de participer à la lutte contre le trafic, ou envie moins noble ?

## Péripatéticiennes économiques

Vu les sommes colossales en jeu, on ne doit pas s'étonner, tant sur la table qu'en dessous, que la tentation du bois de rose soit forte pour la Haute autorité de transition (HAT). Tant et si bien que certains membres éminents de cette institution commencent à dire ouvertement que l'exportation du bois de rose est la solution pour assurer la souveraineté nationale économique de Madagascar, et se passer des bailleurs de fonds.

Pour être précis, rappelons que l'exportation de bois précieux (bois de rose, palissandre, ébène) non travaillé est interdite à Madagascar. Mais depuis 2000, le passage de cyclones (dont Gafilo en 2004) ont fait tomber beaucoup d'arbres, et les opérateurs forestiers ont demandé des autorisations exceptionnelles pour les collecter et les exporter. Le Malgache étant créatif de nature, il a découvert qu'il serait difficile pour l'Etat de contrôler si le bois collecté a été renversé par le vent ou par les bûcherons. Certains se sont donc mis à « aider les arbres » qui avaient eu le mauvais esprit de rester encore debout.

Résultat : un stock s'est constitué depuis des années, réparti dans plusieurs caches. A cause de son importance, les acteurs de la filière font continuellement pression pour que des exceptions supplémentaires soient accordées. Le premier à franchir le pas fut le Président Marc Ravalomanana (Janvier 2009), et l'équipe de Monsieur Rajoelina a suivi (Septembre 2009), sans doute au nom de la bonne gouvernance et du changement dont elle s'est faite le chantre mou sur la Place du 13 mai. La situation malsaine concernant le bois précieux est entretenue par le contexte de gel de l'aide budgétaire et une certaine déliquescence de l'autorité étatique. Pour au moins ces deux raisons, la transition actuelle est donc une [porte ouverte à tous les dangers pour nos forêts](#). [Marojejy](#), [Masoala](#) ou [Mananara-Nord](#) sont dans le collimateur des trafiquants, en attendant les autres. L'arrêté pris par la HAT en Septembre 2009 autorise un maximum de 25 containers (soit environ 500 tonnes, à raison de 20 à 21 tonnes par container) pour chacun des 32 opérateurs autorisés. Et si certains n'en ont pas suffisamment, qui peut garantir qu'ils ne vont pas compléter leur stock par des coupes additionnelles ? Pour l'anecdote, en Avril 2009, seuls 13 opérateurs étaient autorisés. La liste a donc pris une cure de vitamines, pour des raisons inconnues, si inconnues il y a.

Selon [Global Witness](#), entre 88.000 et 460.000 dollars de bois précieux sont actuellement coupés de façon illicite chaque jour à Madagascar. Commandité par les autorités malgaches actuelles, initialement dans le but de rajouter des éléments à l'*ampamoaka* contre Ravalomanana, [la lecture du rapport](#) de cette organisation de renommée mondiale sur le trafic est essentielle à tous ceux qui veulent comprendre le sujet. Et si des points d'interrogations sont légitimes sur la gestion du bois de rose sous Marc Ravalomanana, ils se transforment aisément en points d'exclamation sous Andry Rajoelina. Car, selon nos confrères de Midi-Madagasikara, les cerveaux ne seraient pas si inconnus que ça, et surtout pas si éloignés que ça de la HAT.

Malheureusement, la réalité sur le terrain rend la lutte extrêmement compliquée. Le niveau de pauvreté place de fait des thèmes comme le bien commun, le patrimoine mondial et la protection de l'environnement à des années-lumière des préoccupations quotidiennes des villageois. Les moyens humains et matériels des services étatiques sont également dérisoires pour lutter efficacement, que ce soit au niveau de la douane, des eaux et forêts ou même de la *task force*. Peu de moyens entraîne peu de résultats, même avec la meilleure volonté du monde. Et en face, les mafiosi locaux en cheville avec des « entrepreneurs » chinois, ont les moyens « d'arroser » pour faire fondre les éthiques mal enracinées, ou attirer les amitiés sonnantes et trébuchantes nécessaires à tous les échelons. L'incorruptibilité de nos politiciens, surtout à l'aube d'une série d'élections qui nécessiteront des fonds importants, aurait été un garde-fou si elle n'avait été une réalité à géométrie variable.

Patrick nous rappelait en Janvier que la Chine était maintenant obligée d'importer du bois de rose, après avoir épuisé toutes ses forêts. Voilà ce qui arrive quand on n'a pas de vision durable, et ce qui risque d'arriver chez nous grâce aux péripatéticiennes économiques qui pensent plus à leur Ration qu'à la Nation. Des *makorelina* qui vendent leur patriotisme au plus offrant, sous forme de rondins et de containers...

### **Le pavé dans la mare**

Dans ce contexte, la dernière mission des bailleurs de fonds dans la région SAVA est un pavé dans la mare, car même si l'objet officiel concernait la sauvegarde de l'environnement, le sujet a des aspects éminemment politiques. Tout d'abord, à cause du contexte de crise actuelle. Ensuite, le communiqué de presse officiel démontre de façon indiscutable une défaillance de la transition, ce qui vexé les putschistes qui prétendent être infaillibles et exempts de critiques. Enfin, le poids des institutions signataires montre que le contenu de ce communiqué ne peut être pris à la légère. Selon l'explication donnée dans le texte, les diplomates signataires représenteraient les principaux bailleurs de fonds des programmes environnementaux : les ambassades des Etats-Unis, de la Norvège, de l'Allemagne et de l'Union européenne, ainsi que la Banque mondiale et l'Agence française de développement. Mais ces institutions sont également perçues par les pro-HAT comme ayant une position peu conciliante vis à vis du régime de transition, à l'exception de l'Agence française de développement. Rappelons qu'en Novembre dernier, le Congrès des Etats-Unis avait condamné sans appel le pillage des forêts malgaches. D'ailleurs, la présence au sein de la mission dans la SAVA de l'américain Niels Marquardt, considéré à tort ou à raison par les hâtifs et leurs griots comme farouchement opposé aux auteurs du coup d'Etat, rajoute de l'eau au moulin de ceux que ce voyage de diplomates dans la SAVA énerve.

Même s'il ne contient aucune allusion à des sanctions en cas de persistance de la situation de non-droit, ce communiqué n'a pas beaucoup de chances de plaire au régime de transition actuel, déjà à la peine dans ses efforts de séduction de la communauté internationale avant la date fatidique du 17 mars 2010. Quelque part, il remet aussi à sa place le Ministre de l'Environnement, revenu il y a quelques jours d'une conférence du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) à Bali, et qui avait suscité des articles à sa gloire, prétendant que la politique environnementale de la HAT avait convaincu la communauté internationale : le style d'argument marketing d'efficacité toujours intéressant pour un ministre avant la perspective d'un remaniement. Mais surtout, ce communiqué contrarie certains opérateurs (et leurs alliés au sein de l'Administration) qui espéraient sans doute la signature d'une nouvelle mesure d'exception autorisant des containers supplémentaires. Car après ce rappel ferme des engagements internationaux de Madagascar, on voit mal le régime hâtif oser faire fi de ces avertissements dans l'immédiat, alors qu'il est en train de courir après la reconnaissance internationale. Comme diraient les échéphiles, la pièce (de bois de rose) est pour le moment clouée.

Le voyage et le communiqué qui a suivi peuvent donc être perçus comme un avertissement de la part de la communauté internationale envers le régime putschiste. Et automatiquement, cela ne peut qu'entraîner une levée de boucliers qui ne sera pas toujours de bonne foi (accusation d'ingérence et de soutien à l'opposition), ou qui pourrait même s'aventurer sur le terrain scabreux du chantage : « *si vous voulez qu'on arrête de couper et d'exporter du bois de rose, reprenez l'aide budgétaire* ». Sauf que le trafic a lieu depuis 2000, et que la suspension de l'aide a été décidée en Décembre 2008 (du fait de l'interrogation des bailleurs de fonds sur certains points), puis maintenue après Mars 2009 (à cause du coup d'Etat).

Toujours selon Global Witness, de 2005 à 2008, les statistiques chinoises révèlent l'importation de 13.192 tonnes de bois précieux sorti de Madagascar. Et de Janvier à Août 2009, pas moins de 4.854 tonnes ont été importés par la Chine grâce aux autorisations exceptionnelles, soit 65% de ce qui a été fait durant les trois années précédentes. Il n'y a donc aucun lien entre l'existence ou non de l'aide budgétaire et le trafic de bois précieux, même si la crise actuelle est effectivement une circonstance aggravante. Aussi, insinuer que le trafic va s'arrêter juste si l'aide internationale reprenait ne sont que des foutaises, comme dirait mon ami Basile Ramahefarisoa.

### **Opportunité à saisir pour la HAT ?**

Toute action entraîne une réaction, et il aurait été étonnant que la HAT accepte benoîtement le message de ces diplomates. La riposte hâtive est en train de s'organiser pour montrer la mauvaise humeur de ceux que cette opération gêne ou irrite. Déjà, les arguments utilisés « spontanément » par quelques journalistes de médias différents sont identiques, ce qui suggère l'existence d'un « souffleur » unique : le contenu du communiqué est correct, mais pourquoi passe-t-il sous silence l'effort de mise en place de la *task force* ? Pourquoi les bailleurs de fonds suspendent leur aide au lieu d'appuyer les efforts de lutte de la HAT ? Sans oublier l'argument imbécile suprême : et pourquoi parler maintenant après avoir été silencieux sous Ravalomanana : n'est-ce pas un signe d'opposition à la HAT et de soutien aux trois mouvances ? Etc.

Dans leur communiqué, les partenaires internationaux de Madagascar ont cependant laissé la porte ouverte à une discussion avec les services techniques du gouvernement. Si les stratèges de la HAT utilisaient plus leurs neurones que leurs *kalachnikovs*, ils devraient se précipiter pour saisir cette opportunité et engager une discussion technique comme tête de pont vers la collaboration, indépendamment de la reconnaissance. Au lieu d'agiter des arguments débiles pseudo-nationalistes, et perdre du temps à allumer des contre-feux pour tenter de se blanchir, d'ailleurs sans vraiment convaincre qui que ce soit.

Mais en définitive, la question qui se pose est celle-ci : est-ce que ça n'arrange pas certains que le dialogue entre partenaires techniques et financiers, d'une part, et services techniques ministériels, d'autre part, ne puisse se tenir pour trouver une solution concertée au trafic ? Certains n'ont-ils pas intérêt, dans tous les sens du terme, à voir la situation perdurer encore un peu ? *Sitrany ahay containers vitsivitsy...*

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Ca-va-pas-dans-la-SAVA,13709.html>